

## Document

### A la veille du "sommet de crise", Sarkozy plaide l'allègement du coût du travail

(AFP)

**17 janvier 2012**

Nicolas Sarkozy a réitéré mardi dans l'Ariège sa volonté de réformer le financement de la protection sociale en allégeant le coût du travail, à la veille d'un "sommet de crise" à l'Élysée où il veut proposer une forme de TVA sociale aux partenaires sociaux.

"La question maintenant se pose de diminuer le poids des charges sociales sur les effectifs de l'agriculture et de l'industrie françaises, sinon, qu'est-ce qui va se passer, la France se videra de son sang parce qu'on ne pourra plus produire en France", a lancé M. Sarkozy lors de ses vœux à la "France rurale".

"La question doit donc clairement être posée. Est-ce que la société française fait le choix de l'emploi, donc de la croissance, donc de la compétitivité ? Ou est-ce que la société française fait le choix du court terme, pensant qu'on peut continuer à financer un modèle social sur les déficits et sur les dépenses publiques ?", a-t-il poursuivi.

"Ce choix-là, il s'imposera absolument à toute personne qui aurait la responsabilité de notre pays", a estimé le chef de l'État, "le choix de la compétitivité, le choix de l'emploi est un choix stratégique que les autres ont fait avant nous, qui leur a réussi et que nous devons faire maintenant".

"Naturellement, si on ne paie pas les cotisations sur le travail, il faudra bien remplacer cet argent par quelque chose d'autre. Mais si on continue à tout faire reposer sur le travail, on va empêcher les gens de travailler, on va décourager le travail", a-t-il conclu, "ce choix qui a été fait dans les trente ou quarante années passées, nous devons, me semble-t-il, lui tourner le dos".

Sur fond de hausse du chômage et de dégradation financière de la France par Standard and Poor's, une des trois agences financières, le chef de l'État veut proposer, lors de ce sommet, un paquet de réformes telles que la TVA sociale, la flexibilité du temps du travail ou une taxe sur les transactions financières, qu'il veut faire voter avant le scrutin présidentiel des 22 avril et 6 mai.

Sénateur de l'Ariège et président du Sénat, qui a basculé à gauche en septembre, Jean-Pierre Bel a réagi aux propos de Nicolas Sarkozy en assurant que le Sénat ne voterait pas de TVA sociale.

"On va voir ce qui va être annoncé, mais si c'est pour créer un impôt supplémentaire qui va peser sur tous indifféremment, donc un impôt plus injuste pour les moins bien lotis, c'est clair que nous nous y opposerons", a assuré M. Bel devant la presse. "Nous avons la conviction que les cotisations ne doivent plus peser autant sur le travail mais qu'elles doivent être équitablement réparties, notamment sur le capital".

"Il y a les paroles, il y a les mots, mais il y a les actes. Je comprends qu'en cette période, il faut faire entendre une petite musique mais cette musique ne correspond pas du tout à l'opéra auquel nous venons d'assister pendant cinq ans et qui va se terminer, je vous le rappelle, dans moins de trois mois", a conclu M. Bel.